

[Text]

Mr. Robinson: Thank you, Mr. Chairman. I would like to welcome the Minister before the committee, and particularly to welcome his new deputy, Mr. John Tait. I believe it is his first appearance before this committee in that capacity, and of course the Minister's "wingers" as well. On either side we look forward to welcoming them back, as I understand it, Mr. Chairman—the Commissioner of the RCMP and the Commissioner of Corrections, and possibly the head of the Parole Board as well, for future meetings.

Just one brief question following up on the bilingualism concern. Certainly the spirit if not the letter of the Official Languages Act has been seriously breached by the RCMP national headquarters, according to the Commissioner of Official Languages. One of the most glaring illustrations of that is the extent to which communications from national headquarters of the RCMP apparently are not consistently in both official languages. Will the Minister not instruct the Commissioner of the RCMP to get his act together and make sure that any communications emanating from national headquarters are in both official languages?

Mr. Kelleher: I want you to know that, again—I believe it was this week, Mr. Commissioner—I spent several hours with him and his deputies, commissioners. I must say that you should know, for what it is worth, that once a week I meet with the head of each one of my agencies with all of their deputies. I do this religiously. So I am not just talking to the Commissioner himself but to all of his lieutenants, so to speak.

We spent several hours discussing the official languages policy within the RCMP. I can tell you that there is indeed every desire to meet that policy. We are working very hard to meet that policy. We are presently working very closely with the Treasury Board secretariat and will be coming forward to the Treasury Board with a plan for implementation.

Mr. Robinson: Specifically, will all communications, at least from this day forward, go out from national headquarters in both official languages? If Parliament can do it, Mr. Chairman, surely the RCMP can do it.

Mr. Kelleher: I think there might be some clarification as to what exactly you mean by all statements. Certainly I agree that all policy statements—

Mr. Robinson: No, not policy statements. If a telex goes out to C division, for example, in which there is a significant number of members who are francophones, that telex should go out in both official languages.

Commissioner Robert Simmonds (Commissioner, RCMP, Ministry of the Solicitor General of Canada): Mr. Chairman,

[Translation]

M. Robinson: Merci, monsieur le président. J'aimerais souhaiter la bienvenue au ministre ainsi qu'au nouveau sous-ministre, M. John Tait, qui comparait, je pense, pour la première fois devant le Comité dans le cadre de ses nouvelles fonctions. Je souhaite bien sûr également la bienvenue aux «aîliers» du ministre qui l'accompagnent aujourd'hui. Si j'ai bien compris, monsieur le président, les députés des deux côtés de la table envisagent avec plaisir la possibilité de les rencontrer de nouveau lors de réunions futures... et je songe notamment au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et au Commissaire du Service correctionnel, ainsi qu'au président de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Tout d'abord, une petite question au sujet du bilinguisme. Selon le Commissaire aux langues officielles, l'esprit sinon la lettre de la Loi sur les langues officielles a été sérieusement trahi par la direction générale nationale de la GRC. L'un des exemples les plus éloquentes que l'on puisse citer, ce serait la fréquence des communications émanant du quartier-général de la GRC et qui ne sont pas dans les deux langues officielles. Le ministre ne va-t-il pas ordonner au Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada de prendre les mesures nécessaires pour que toutes les communications en provenance de la direction générale se fassent dans les deux langues officielles?

M. Kelleher: Je tiens à souligner que j'ai encore une fois—je pense que c'était cette semaine, monsieur le commissaire—passé plusieurs heures avec lui et avec les sous-commissaires. Je dois vous dire, pour ce que cela vaut, qu'une fois par semaine je rencontre les chefs et les adjoints responsables de tous les organismes qui relèvent de moi. Je le fais religieusement. Je ne rencontre donc pas uniquement le commissaire lui-même, mais également l'ensemble de ses lieutenants, si vous voulez.

Nous avons consacré plusieurs heures à une discussion sur la politique en matière de langues officielles au sein de la GRC. Je peux vous assurer que c'est le désir de tout le monde de mener à bien cette politique. Nous y travaillons très fort. Nous travaillons en ce moment très étroitement avec le secrétariat du Conseil du trésor et nous allons bientôt déposer auprès de lui un plan d'exécution.

M. Robinson: Êtes-vous prêt à vous engager dès aujourd'hui à faire en sorte que dorénavant toutes les communications émanant de la direction générale soient dans les deux langues officielles? Si le Parlement peut le faire, monsieur le président, cela devrait certainement être également à la portée de la GRC.

M. Kelleher: Il serait, je pense, utile que vous me disiez exactement ce que vous entendez par «toutes les communications». Je suis d'accord pour dire qu'en ce qui concerne tous les énoncés de politique...

M. Robinson: Non, je ne voulais pas parler des énoncés de politique. Si un télex doit par exemple être envoyé à la direction «C» qui compte un nombre important de francophones, alors il devrait l'être dans les deux langues officielles.

Commissaire Robert Simmonds (commissaire, GRC, ministère du Solliciteur général Canada): C'est ce qui se fait